

Un deuxième confinement

Conséquences sur les revenus de l'État québécois

Jean-Guy Côté, Mia Homsy et Simon Savard



Un deuxième confinement

Conséquences sur les revenus de l'État québécois

Jean-Guy Côté, Mia Homsy et Simon Savard

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.

Institut du Québec
3000, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Bur. 3.450
Montréal (Québec) H3T 2A7
institutduquebec.ca
[@InstitutduQC](https://twitter.com/InstitutduQC)

Pour citer ce rapport :

Un deuxième confinement : Conséquences sur les revenus de l'État québécois
Jean-Guy Côté, Mia Homsy et Simon Savard
Institut du Québec, 2020.

Mise en page : Jérôme Boivin

image de page couverture : iStock @mangojuicy

Dépôt légal : quatrième trimestre 2020
ISBN : 978-2-9814769-7-5
Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2020
Bibliothèque et Archives Canada, 2020

© Institut du Québec

TABLE DES MATIÈRES

1 – SOMMAIRE	4
2 – CONTEXTE	6
3 – HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE	8
Scénario de base (un seul confinement)	9
Scénarios basés sur deux confinements	9
Impact sur les revenus provenant des taxes et impôts	13
4 – RÉSULTATS	14
Scénarios fondés sur deux confinements	14
5 – CONCLUSION	20
ANNEXE A : MÉTHODOLOGIE	21
ANNEXE B : PRÉVISIONS DU PIB NOMINAL DU QUÉBEC	23
ANNEXE C : RÉSULTATS DU SCÉNARIO DE BASE	24
ANNEXE D : BIBLIOGRAPHIE	26

Après plusieurs années de surplus budgétaires, le gouvernement du Québec a annoncé en juin 2020 un déficit record de 14,9 G\$ pour l'année en cours. Ce déficit a évidemment été causé par la première vague de la COVID-19 et l'arrêt de l'économie qu'elle a suscité. La réduction des revenus de l'État québécois provenant des impôts, des taxes et des entreprises publiques (comme Hydro-Québec), conjuguée à une augmentation nécessaire des dépenses en santé, explique en grande partie ce déficit record.

Si une reprise a été observée au troisième trimestre de 2020, le Québec affronte depuis la deuxième vague de la pandémie avec un nombre important de cas d'infection. Le gouvernement du Québec a annoncé en septembre des mesures de confinement¹ qui, même si elles sont de moindre ampleur qu'au printemps, auront pour effet de restreindre le niveau d'activité économique et d'affecter les revenus de l'État. Cet effet variera en fonction de l'intensité du confinement imposé.

À partir d'un modèle économique qui permet de moduler les dépenses de consommation, l'Institut du Québec (IDQ), avec l'aide de la firme DAMÉCO, spécialisée en modélisation économique, a calculé l'effet sur l'économie du Québec de diverses formes de confinement liées à la deuxième vague de la COVID-19. Le modèle développé permet d'effectuer des simulations de réduction des dépenses de consommation dans les postes de consommation non essentielle, et de reconduire une partie de ces dépenses dans les mois qui suivent la fin du confinement.

Les modèles de confinement sont basés sur les observations économiques faites pendant la première vague (de mars à mai 2020). Ainsi, divers scénarios de niveaux d'intensité et de durées de confinement différents ont été testés pour le 4^e trimestre de 2020. Ils permettent d'estimer le PIB nominal qui en résulte, pour ensuite déduire les pertes en revenus de taxes et d'impôts pour le gouvernement du Québec en le comparant à un scénario d'un seul confinement.

Ainsi un deuxième confinement entraînerait une baisse des revenus provenant des taxes et des impôts pour l'année fiscale 2020-2021. Cette baisse varierait entre 660 M\$ et 2,1 G\$, selon les scénarios de confinement retenus, en comparaison du niveau prévu s'il n'y avait eu qu'un seul confinement au printemps.

Les revenus provenant des taxes et impôts seront affectés par un deuxième confinement, mais de façon relativement limitée. *A priori*, les 4 G\$ mis en réserve par le gouvernement en juin dernier semblent suffisants pour compenser les pertes de revenus.

Un des facteurs qui expliquent la résilience des revenus de l'État québécois réside dans l'importance des mesures de soutien du gouvernement fédéral pour les individus et les entreprises. En intégrant celles-ci dans le modèle, il en ressort que la reprise de l'été 2020 et de l'année 2021, basée sur la consommation, est plus rapide et plus forte, entre autres, en raison de l'accroissement de l'épargne. Cet investissement massif dans l'économie canadienne et québécoise fait en sorte que les revenus de l'État repartent à la hausse rapidement.

De plus, les mesures de restrictions économiques sont plus ciblées et ne semblent toucher en particulier que la restauration, le tourisme, l'hébergement, les arts et la culture. Les autres secteurs gèrent actuellement des contraintes plus légères, et rien n'indique que cette stratégie sera révisée.

¹ On entend par mesures de confinement des mesures qui ont pour effet de fermer des services ou des industries pour des raisons sanitaires, ce qui bloque la possibilité physique de consommer.

Le rapport limite en effet son analyse aux effets d'un deuxième confinement sur les revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement, soit ceux provenant des taxes et des impôts. Pour mesurer l'impact de la pandémie sur les soldes budgétaires, il faudra également tenir compte de son impact sur les dépenses, un exercice que nous avons exclu du rapport vu le degré trop élevé d'incertitude quant aux dépenses de l'État.

Néanmoins, tout porte à croire que les secteurs les plus affectés – et les personnes y travaillant – auront besoin de soutien financier soutenu pendant plusieurs mois. Certaines industries seront même transformées de façon durable et des commerces seront contraints à fermer leurs portes. Ainsi, bien que les résultats de nos modélisations soient rassurants quant à l'impact d'un deuxième confinement sur le manque à gagner de l'État, il nous faudra désormais attendre pour évaluer si les nouvelles seront aussi positives du côté des dépenses. Rien ne l'indique pour l'instant.

La pandémie de la COVID-19 a engendré son lot de bouleversements dans l'économie mondiale. Au printemps dernier, plusieurs gouvernements, dont celui du Québec, ont ordonné la fermeture des lieux publics, des écoles, des commerces non essentiels et des activités économiques non essentielles, dans l'espoir de ralentir la propagation du virus.

Ces mesures de confinement ont plongé le Québec en récession. L'économie a été frappée de plein fouet au 2^e trimestre de 2020, mais pour des raisons bien différentes des récessions précédentes. Plutôt qu'une récession liée à un choc financier comme en 2008, nous avons assisté à un arrêt forcé de l'activité économique qui s'est traduit, entre autres, par des pertes d'emplois massives. La réduction du PIB qui en a résulté a donc été causée d'abord par une baisse imposée de la consommation, puis par des pertes d'emplois sans précédent.

La crise a contribué à faire chuter le PIB nominal² du Québec, qui est passé de 119,0 G\$ au 4^e trimestre de 2019 à 98,6 G\$ au 2^e trimestre de 2020.³ Cette réduction de l'activité économique a affecté les revenus de l'État provenant des impôts et des taxes.

Si les gouvernements ont mis leur économie sur pause, ils ont cependant soutenu le revenu des ménages et des entreprises en mettant sur pied des programmes d'aide comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la subvention salariale ou des prêts destinés aux entreprises.

Dans la foulée de cette crise, le gouvernement du Québec a déposé un document le 19 juin 2020, *Portrait de la situation économique et financière 2020-2021*, dans lequel il fait état d'un déficit de 14,9 G\$ après versement au Fonds des générations pour l'année 2020-2021. Le solde final a été ramené à zéro en utilisant la réserve de stabilisation constituée des surplus accumulés des dernières années. Ce déficit y est expliqué par une baisse des revenus fiscaux, mais aussi par une augmentation des dépenses en santé et en éducation due à la pandémie, ainsi que de la mise en place d'une réserve de 4 G\$ pour soutenir la reprise et absorber les coûts d'un deuxième confinement.

² Nous utilisons uniquement le PIB nominal dans le cadre de ce rapport, plutôt que le PIB réel, car nous voulons présenter l'effet sur les revenus de l'État, dont la variation est calculée à partir du PIB nominal.

³ Ces données du PIB nominal du Québec ne sont pas annualisées ni désaisonnalisées. Ce faisant, nous présentons les données confirmées par l'ISQ dans les mêmes termes.

DES CHANGEMENTS IMPORTANTS DANS LES FINANCES PUBLIQUES QUÉBÉCOISES

Le 10 mars 2020, le ministre des Finances du Québec a déposé un budget qui ne prévoyait pas de déficits dans un proche avenir. Grâce à une réserve budgétaire de près de 15 G\$, le gouvernement avait alors les moyens de ses ambitions, particulièrement à l'égard de l'une de ses nouvelles priorités, la transition verte. Quelques jours plus tard, le Québec, comme d'autres régions du monde, a toutefois été plongé dans un environnement moins favorable au chapitre des finances publiques.

Face à cette réalité, le ministère des Finances du Québec (MFQ) n'a eu d'autre choix que de publier, en juin dernier, une mise à jour de ses revenus et dépenses. Celle-ci a introduit quatre ajustements majeurs par rapport à ce qui était prévu dans le budget du 10 mars :

- Une perte de revenus autonomes (-8,1 G\$) liée au choc économique du Québec et prévue pour la fin de l'année fiscale;
- Une explosion des dépenses liées à la crise sanitaire et au soutien des individus et des entreprises (+6,3 G\$);
- Une provision de 4,0 G\$ pour couvrir des risques économiques et financer des mesures additionnelles pour la santé et la relance de l'économie;
- Une utilisation de la réserve de stabilisation de 14,9 G\$ afin de maintenir l'équilibre budgétaire.

Lors de cette mise à jour, le MFQ n'a pas fourni de prévisions budgétaires pour l'année fiscale 2021-2022, en raison du degré d'incertitude « très élevé » lié aux répercussions de la crise actuelle et à la rapidité de la reprise.

À la fin septembre, les projections de cette mise à jour ont été étayées par le rapport des opérations financières, qui montre qu'au 30 juin 2020,⁴ pour les trois premiers mois de l'année financière 2020-2021, le solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire affiche un déficit de 4,9 G\$, contre un surplus de 800 M\$ pour la même période de l'année précédente.

La deuxième vague de COVID-19, qui s'est amorcée en septembre 2020, a amené le gouvernement du Québec à imposer des mesures de confinement plus sévères que celles qui prévalaient au cours de l'été, quoique nettement moins contraignantes que celles du printemps. Ces mesures, initialement prévues pour une période de quatre semaines se terminant à la fin d'octobre, ont surtout pour effet de limiter les interactions personnelles et d'encadrer les activités scolaires. La production, la construction et les autres activités économiques ne sont pas affectées, sauf pour les restaurants, les bars, les clubs sportifs et les salles de spectacles qui ont été fermés dans les zones dites « rouge », où la propagation du virus est plus marquée.

Ce confinement partiel amène son lot de questionnements et d'inquiétudes, notamment sur la durée des mesures et la possibilité qu'elles deviennent plus restrictives, ainsi que sur les impacts qu'il aura sur l'économie et les finances publiques.

Dans ce rapport, nous tentons d'évaluer à combien s'élèveront les pertes supplémentaires de revenus en taxes et impôts de ce deuxième confinement. Est-ce que la provision de 4 G\$ du gouvernement du Québec sera suffisante pour faire face aux conséquences économiques de ce deuxième confinement, même partiel ?

Pour y répondre, l'Institut du Québec (IDQ), en collaboration avec la firme DAMÉCO, a testé huit scénarios de deuxième confinement pendant le 4^e trimestre de 2020, d'intensité et de durée variables, afin de quantifier leurs effets sur la réduction des revenus provenant des taxes et impôts.⁵ Nous présentons le modèle, les scénarios et les résultats dans le cadre de ce rapport.

⁴ Ministère des Finances du Québec, *Rapport mensuel des opérations financières au 30 juin 2020*, Gouvernement du Québec, 25 septembre 2020.

⁵ Plus précisément, nous quantifions l'effet sur les revenus autonomes (provenant des taxes et impôts), en excluant ceux des entreprises du gouvernement.

HYPOTHÈSES ET MÉTHODOLOGIE

Le choc économique de la COVID-19 est profond. Des dépenses supplémentaires sont à prévoir en santé, en éducation et pour plusieurs industries qui auront besoin d'aide pour se relever. Pour mesurer ce choc engendré par la crise sanitaire et le confinement, l'Institut du Québec (IDQ), en collaboration avec la firme DAMÉCO, a utilisé le modèle Hercule pour simuler divers scénarios.

Ce modèle estime les divers éléments des comptes économiques, comme le PIB nominal, à partir de plusieurs variables, la principale étant la consommation finale des ménages en biens et services. Cette consommation génère une activité économique, de l'emploi et des investissements permettant de saisir l'ampleur de l'économie du Québec dans un temps donné. C'est à l'aide de ce modèle que les scénarios ont été simulés.

Ces simulations mesurent les effets du confinement sur la consommation, la principale variable à travers laquelle les impacts économiques se sont exprimés. Le confinement a eu pour effet de réduire la consommation normale, en raison de la disponibilité moindre des produits ou de la fermeture des commerces et des services, ce que nous définissons dans cette approche comme du rationnement. La différence entre la consommation normale des individus et la consommation moindre qu'ils ont réalisée en raison du rationnement constitue une épargne forcée. Dans un premier temps, cette épargne forcée a un impact négatif sur l'économie, mais par la suite, au sortir de la période de confinement, elle constitue une réserve, cette épargne forcée que les consommateurs décaisseront et qui aura un effet positif sur la reprise.

Ce sont ces mouvements que nous cherchons à capter, en introduisant dans le modèle des chocs de consommation, c'est-à-dire une réduction de la consommation prévue, pour simuler un deuxième confinement de COVID-19 et le confinement qui s'ensuit au 4^e trimestre de 2020, et mesurer son effet sur l'économie. Le modèle a été développé par DAMÉCO, mais les hypothèses sur l'ampleur des chocs ont été développées avec l'IDQ.

Des rationnements sont également introduits pour ces variables : prix des exportations et des importations, croissance observée à l'extérieur du Québec, construction résidentielle, taux de change, etc. Celles-ci servent à tenir compte des impacts qui ne découlent pas de la consommation.

Les scénarios simulés par le modèle sont comparés à un scénario de référence, dans lequel il n'y a pas de deuxième confinement au 4^e trimestre. Ces comparaisons permettent d'estimer l'effet sur les revenus des taxes et des impôts du gouvernement du Québec de diverses formes de confinement cet automne.⁶

⁶ Le modèle prend en compte l'épargne forcée pendant le premier confinement et décaisse progressivement celui-ci malgré le deuxième confinement.

Scénario de base (un seul confinement)

Ce scénario de base ne comprend qu'un seul confinement, sévère, de six à huit semaines, aux 1^{er} et 2^e trimestres de 2020, ce qui correspond à ce qui a été observé. Il s'agit du scénario de référence qui servira de base de comparaison.

Ce scénario est fondé sur une consommation restreinte et présume que les consommateurs, en période de confinement, ont d'abord réduit leur consommation (avant même d'observer une réduction de leurs revenus). Il s'agit de déterminer l'ampleur de cette réduction. La capacité de production des entreprises n'est pas affectée dans un premier temps.

Selon diverses données provenant de Statistique Canada et de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), nous avons appliqué une réduction de la consommation à plusieurs catégories de produits, en excluant les produits essentiels. Cette réduction de la consommation entraîne dans son sillage une baisse de l'activité économique.

Nous avons aussi intégré les mesures de soutien du gouvernement, comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), pour compenser les pertes d'emplois. La subvention salariale a aussi été prise en compte de même que l'ajustement au programme d'assurance-emploi.

Cette baisse de la consommation, conjuguée aux mesures de soutien dont une partie n'a pas été dépensée, se traduit par une augmentation de l'épargne des individus. Nous présumons que :

- Une partie de cette épargne ne sera pas dépensée;
- Le décaissement de celle-ci sera progressif.

Un décaissement complet à la réouverture de l'économie n'est pas réaliste : il y a une limite à la consommation de biens et services dans un temps donné. Nous avons donc établi que ces fonds non dépensés seraient décaissés à un rythme de deux points de pourcentage par trimestre, à compter du 3^e trimestre de 2020. L'annexe C présente les résultats du scénario de base.

Scénarios basés sur deux confinements

À partir de l'expérience du premier confinement, nous avons scénarisé un deuxième confinement au 4^e trimestre de 2020. Les mesures de confinement annoncées par le gouvernement du Québec au début septembre prévoient des restrictions modestes pour une période de quatre semaines. Il est cependant probable que ces mesures soient soit prolongées ou intensifiées, voire les deux. Ce sont ces diverses hypothèses que notre modèle permet d'évaluer.

Nous avons estimé un reconfinement de l'économie selon deux variables :

- L'intensité de la baisse de la consommation;
- La durée du confinement.

En matière d'intensité, nous avons retenu quatre scénarios, définis par rapport à la diminution des postes de consommation mesurés lors du premier confinement du printemps :

- 100 % du rationnement de la fin mars, d'avril et de mai;
- 75 % du rationnement de la fin mars, d'avril et de mai;
- 50 % du rationnement de la fin mars, d'avril et de mai;
- 25 % du rationnement de la fin mars, d'avril et de mai.

Ces scénarios reposent sur l'hypothèse, confirmée par les événements précédant le moment de la publication de ce rapport, que le deuxième confinement sera plus restreint et plus ciblé, puisque les autorités ont plus d'expérience et de connaissances sur la marche à suivre, et qu'elles ont manifesté leur intention de minimiser l'impact sur l'activité économique.

Pour la variable de la durée, nous avons modélisé deux scénarios, en tenant compte que lors du premier confinement de la pandémie, certains secteurs ont été déconfinés – où la consommation a de nouveau été possible – plus rapidement que d'autres, mais qu'en général, le confinement a duré entre six et huit semaines.

Ces deux scénarios sont :

- Une période égale à celle de mars, avril et mai;
- Une période de quatre semaines.

Pour ce deuxième confinement, nous avons ajusté les transferts gouvernementaux aux individus à la suite des derniers développements. Les montants sont plus proches de ceux prévus au programme de l'assurance-emploi. La subvention salariale est maintenue.

Dans tous les cas, on prévoit que le décaissement des fonds accumulés lors de la période de confinement commencera au 3^e trimestre de 2020 (comme dans le scénario de base).

La combinaison de ces deux ensembles d'hypothèses nous donne huit scénarios permettant de projeter les PIB nominaux trimestriels pour les années civiles 2020 et 2021. Ils seront comparés à notre scénario de base qui ne contient qu'un seul confinement.

Tableau 1

Description des scénarios

	Nombre de confinement(s)	Intensité du 2 ^e confinement	Durée du 2 ^e confinement
Scénario de base (un confinement)	1	–	–
Scénario 100 % – confinement identique	2	100 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines
Scénario 100 % – confinement 4 semaines	2	100 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines
Scénario 75 % – confinement identique	2	75 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines
Scénario 75 % – confinement 4 semaines	2	75 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines
Scénario 50 % – confinement identique	2	50 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines
Scénario 50 % – confinement 4 semaines	2	50 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines
Scénario 25 % – confinement identique	2	25 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines
Scénario 25 % – confinement 4 semaines	2	25 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines

Les scénarios comportant deux confinements comprennent également un rationnement de 25 % de la consommation au 3^e trimestre de 2020, dans les catégories affectées par les restrictions sanitaires, soit : Transports, Loisirs et culture, Services de restauration et d'hébergement, Dépenses des Canadiens à l'étranger, Dépenses des Canadiens dans d'autres provinces ou territoires, Dépenses des non-résidents au Canada et Dépenses des Canadiens demeurant dans d'autres provinces ou territoires.

PRÉSENTATION DU MODÈLE HERCULE DE DAMÉCO⁷

Le modèle utilisé pour tester les scénarios de l'IDQ dans ce rapport a été développé par l'entreprise DAMÉCO. Il s'agit d'un modèle d'équilibre général macroéconométrique dynamique propre à l'économie du Québec. Il permet d'évaluer l'impact de l'adaptation des choix des agents économiques aux changements survenant dans l'économie. Dans ce cas-ci, ce sont surtout les impacts du ou des confinements que nous souhaitons mesurer.

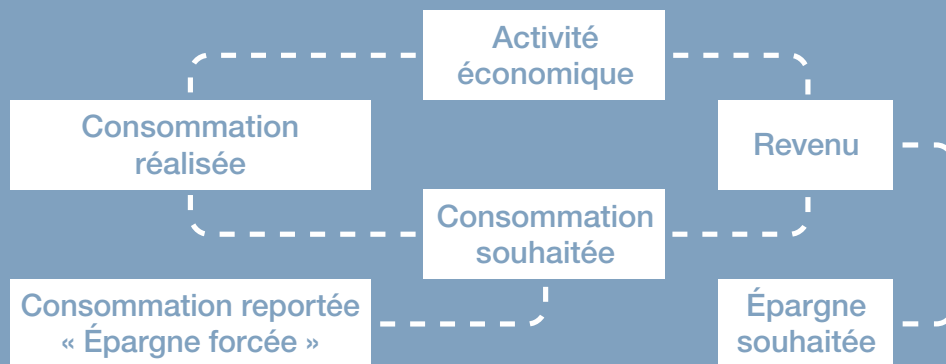
En ce sens, l'analyse porte essentiellement sur l'incapacité des ménages d'acheter des biens et services dans des commerces non essentiels. L'incidence de la fermeture des commerces et les arrêts de production (la réduction de l'offre) sur l'activité économique n'est donc pas mesurée comme telle. Ce modèle se concentre davantage sur l'impact de la réduction de la consommation (le rationnement de la demande) sur l'activité économique et les revenus autonomes de l'État qui en découlent.

La réduction de l'offre vient ensuite s'ajouter, parce que la consommation n'a pas lieu, ce qui provoque des pertes d'emplois qui sont captées par le modèle.

Le rationnement

Rappelons que la pandémie de COVID-19 a provoqué une situation inédite dans notre économie. Le gouvernement du Québec a ordonné la fermeture des commerces non essentiels pendant une bonne partie du printemps. Cela a donné lieu à des situations où les ménages souhaitaient consommer, ce que nous décrivons comme « consommation souhaitée », mais ne pouvaient pas le faire. Ces restrictions les ont limités à une « consommation réalisée ». L'écart entre la « consommation souhaitée » et la « consommation réalisée » constitue une « consommation reportée » ou une « épargne forcée ». Cela correspond au concept de rationnement. Ce rationnement, avec comme résultat la consommation réalisée, affecte l'activité économique, qui est mesurée notamment par le PIB nominal, le nombre d'emplois et les investissements. Le schéma suivant montre comment les concepts sont interreliés.

Figure 1



Source : DAMÉCO

Ainsi, dans ce modèle, la consommation souhaitée est déterminée par l'ensemble des revenus alors que la consommation réalisée correspond à la production des entreprises. De cette façon, plus une économie a de rationnements, plus son activité économique est faible puisque les dépenses en biens et services rationnés ne peuvent être réalisées.

Afin de déterminer les pourcentages de rationnement dans l'économie, le modèle s'appuie sur les tableaux des ressources et des emplois de Statistique Canada. Ceux-ci permettent d'assigner un pourcentage de rationnement à la consommation souhaitée de chacune des 96 catégories de biens et services, qu'elle soit basée sur la part qui est « essentielle » ou « non essentielle ».

7 Les informations contenues dans cette section proviennent essentiellement d'une documentation technique fournie par DAMÉCO à l'Institut du Québec.

L'épargne forcée

Dans le modèle, l'épargne forcée est représentée par la différence entre la consommation souhaitée et la consommation réalisée. Une distinction importante de la crise actuelle, c'est-à-dire la présence de rationnements, a comme implication que la consommation des ménages a diminué, mais que le revenu disponible des ménages a augmenté. Cette dynamique s'observe notamment dans l'épargne nette des ménages répertoriés dans les comptes trimestriels du 2^e trimestre de 2020 pour le Québec.⁸

La constitution de cette épargne forcée, qui provient également d'un transfert important des administrations publiques, a des implications importantes dans la paramétrisation du modèle. Nous remettons une partie de l'argent « accumulé » dans l'épargne forcée en circulation dans l'économie en le « décaissant » progressivement durant les années 2020 et 2021.

Hypothèses pour la modélisation

Les résultats issus du modèle reposent sur les hypothèses réalisées par l'Institut du Québec. Ces hypothèses sont introduites dans le modèle à l'aide d'outils de scénarisation qui sont détaillés dans l'annexe A.

Quelques réserves à l'égard de nos hypothèses doivent être mentionnées. Au-delà des hypothèses choisies, d'autres éléments pourraient différer entre les deux confinements. D'une part, l'effet d'un confinement supplémentaire sur le comportement des consommateurs, l'utilisation et le report de l'épargne des ménages, la vitalité des entreprises (marges réduites et fermetures) ne sont pas considérés dans notre rapport. De plus, les effets sociaux et psychologiques d'un autre confinement ne seront connus qu'après coup.

Limites du modèle

Le modèle comporte certaines limites qui permettent de mieux circonscrire l'interprétation des résultats.

Premièrement, il ne tient pas compte du changement de préférence des ménages induits par les restrictions sanitaires imposées par les gouvernements. Les effets sur la consommation provoqués par les confinements ne peuvent être expliqués, dans le modèle, par un changement de mode de consommation des particuliers. Le modèle se fonde plutôt sur une différenciation de la consommation entre ce qui est « essentiel » et ce qui est « non essentiel ».

L'autre limite concerne l'achat local. Il est possible que des initiatives d'encouragement de l'achat local, comme la mise en place du Panier Bleu,⁹ aient pu modifier le comportement des ménages québécois.

Données

Le modèle Hercule de DAMÉCO se fonde sur des données québécoises de 1981 à 2018. Ces données proviennent des comptes nationaux, des tableaux des ressources et des emplois et des données portant sur le marché du travail québécois.

8 Institut de la statistique du Québec, *Comptes économiques du Québec : 2^e trimestre 2020*, gouvernement du Québec, septembre 2020

9 Gouvernement du Québec. *Pandémie de la COVID-19 – Québec soutient l'achat local avec le projet Le Panier Bleu*, Fil d'information, 5 avril 2020.

Impact sur les revenus provenant des taxes et impôts

Le PIB nominal est la mesure choisie par le ministère des Finances du Québec (MFQ),¹⁰ puisqu'il « est un bon indicateur de croissance des revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement, étant donné le lien direct qui existe entre les assiettes fiscales et le PIB nominal ». C'est pourquoi le MFQ l'utilise afin de réaliser des analyses de sensibilité de l'impact de la variation de l'activité économique sur les revenus de l'État.

Selon cette analyse, la variation d'un point de pourcentage du PIB nominal a un impact de 800 M\$ sur les revenus provenant des taxes et impôts. C'est ce paramètre qui est utilisé dans ce rapport. Néanmoins, nous sommes conscients que cette hypothèse repose sur une relation stable entre les revenus de l'État et l'activité économique. Or, le comportement de la consommation des ménages et du bénéfice des entreprises pourrait être différent par rapport à ce qui prévalait avant la pandémie.

Plus spécifiquement, nous avons basé les prévisions des revenus et des dépenses « de base » sur deux sources : le portrait de la situation financière de juin 2020 et le budget de mars 2020. Nous n'avons pas modélisé les revenus des entreprises de l'État ni les transferts fédéraux.

En simulant l'effet du confinement du printemps sur les revenus des taxes et impôts de 2020-2021, nous obtenons des revenus de taxes et d'impôts de base à partir desquels nous modélisons les effets de différents scénarios de confinement au 4^e trimestre de 2020.

POURQUOI NE CALCULER QUE LES REVENUS DES TAXES ET IMPÔTS ?

Le principal choix qui a été réalisé dans le cadre de ce rapport consiste à limiter la modélisation à la trajectoire des différents scénarios de revenus des taxes et impôts.

Devant l'incertitude et l'évolution rapide de la situation sanitaire au Québec, les différents paliers de gouvernement adaptent continuellement leurs programmes d'aide aux particuliers et aux entreprises. Nous pouvons raisonnablement supposer que des dépenses supplémentaires sont à prévoir en santé et en éducation, ou encore que plusieurs industries auront besoin d'aide pour se relever. Mais les hypothèses sur le niveau de ces dépenses futures, qui dépendent des choix des gouvernements, ne sont pas encore fixées. De la même façon, il est impossible de prévoir le niveau des transferts fédéraux, ni même les revenus des entreprises de l'État avec assez de confiance.

Nous sommes en mesure de proposer des prévisions sur une portion importante des revenus de l'État. Mais nous ne pouvons pas quantifier les impacts sur les soldes budgétaires, parce que ces derniers seront aussi affectés par les dépenses supplémentaires nécessaires à la gestion de la pandémie et à la relance, qui risquent d'avoir des répercussions substantielles au cours des prochaines années.

¹⁰ Ministère des Finances du Québec, *Budget 2020-2021 : Marges de prudence, analyse de sensibilité et principaux risques à la situation financière du Québec*, Gouvernement du Québec, mars 2020.

4 RÉSULTATS

L'effet du premier confinement a déjà été documenté. Une baisse de 4 % du PIB nominal est prévue dans le portrait réalisé par le ministère des Finances en juin 2020 pour l'année en cours. La plupart des économistes prévoient maintenant que le retour à des niveaux observés avant la crise prendra plusieurs trimestres. Nous présentons les divers scénarios obtenus avec le modèle.

Scénarios fondés sur deux confinements

Les scénarios fondés sur un deuxième confinement ont été décrits dans la section précédente. L'effet de ceux-ci sur les PIB nominaux est évidemment varié. Le tableau suivant présente les projections de PIB par trimestre selon les scénarios retenus, les données de PIB confirmés par l'ISQ et les données prévisionnelles du Conference Board du Canada.

Tableau 2

PIB nominaux réalisés et prévus

En G\$, montants trimestriels non désaisonnalisés et non annualisés

	Nombre de confinement(s)	Intensité du 2 ^e confinement	Durée du 2 ^e confinement	2020				2021			
				T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
ISQ (données confirmées)	1	–	–	110,0	98,6						
Scénario de base (un confinement)	1	–	–	109,3	98,7	108,3	113,1	117,8	118,1	118,6	119,2
Scénario 100 % – confinement identique	2	100 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	109,3	98,7	106,0	102,9	115,9	119,6	120,9	121,5
Scénario 100 % – confinement 4 semaines	2	100 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	109,3	98,7	106,0	108,3	117,0	118,9	119,8	120,5
Scénario 75 % – confinement identique	2	75 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	109,3	98,7	106,0	105,2	116,3	119,3	120,4	121,0
Scénario 75 % – confinement 4 semaines	2	75 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	109,3	98,7	106,0	109,3	117,2	118,8	119,6	120,3
Scénario 50 % – confinement identique	2	50 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	109,3	98,7	106,0	107,6	116,8	119,0	120,0	120,6
Scénario 50 % – confinement 4 semaines	2	50 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	109,3	98,7	106,0	110,4	117,4	118,7	119,4	120,1
Scénario 25 % – confinement identique	2	25 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	109,3	98,7	106,0	110,1	117,4	118,7	119,5	120,1
Scénario 25 % – confinement 4 semaines	2	25 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	109,3	98,7	106,0	111,4	117,7	118,6	119,2	119,8
Le Conference Board du Canada	–	–	–	117,6	104,7	109,1	111,2	114,1	117,5	120,5	122,7

Sources : Institut de la statistique du Québec; Le Conference Board du Canada; calculs des auteurs

Le modèle tend à revenir à des niveaux qui prévalaient avant la pandémie en 2021, Les taux de croissance prévus sont indiqués dans le tableau suivant. Le graphique 1 présente quant à lui la trajectoire des PIB nominaux en 2020 pour l'ensemble des scénarios.

Tableau 3

Croissance prévue des PIB nominaux

En %, d'une année à l'autre, années civiles

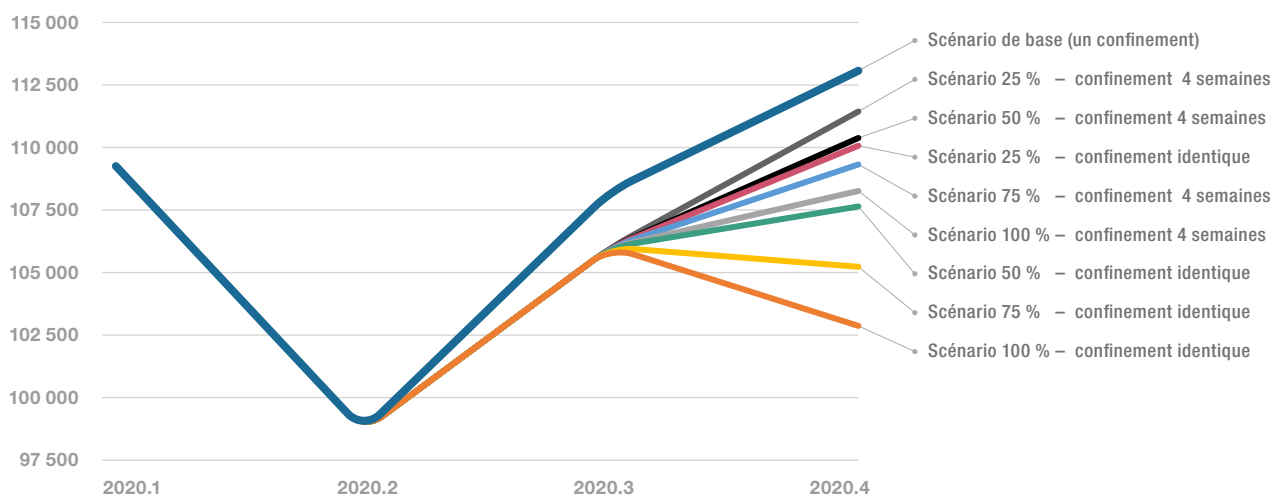
	Nombre de confinement(s)	Intensité du 2 ^e confinement	Durée du 2 ^e confinement	2020	2021
Scénario de base (un confinement)	1	–	–	-6,4 %	10,6 %
Scénario 100 % – confinement identique	2	100 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	-9,0 %	14,9 %
Scénario 100 % – confinement 4 semaines	2	100 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	-7,9 %	13,0 %
Scénario 75 % – confinement identique	2	75 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	-8,5 %	14,0 %
Scénario 75 % – confinement 4 semaines	2	75 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	-7,7 %	12,6 %
Scénario 50 % – confinement identique	2	50 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	-8,0 %	13,2 %
Scénario 50 % – confinement 4 semaines	2	50 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	-7,4 %	12,3 %
Scénario 25 % –confinement identique	2	25 % du 1 ^{er} confinement	De 6 à 8 semaines	-7,5 %	12,4 %
Scénario 25 % – confinement 4 semaines	2	25 % du 1 ^{er} confinement	4 semaines	-7,2 %	12,0 %
Le Conference Board du Canada	–	–	–	-4,5 %	7,3 %

Sources : Institut de la statistique du Québec; Le Conference Board du Canada; calculs des auteurs

Graphique 1

Trajectoire des PIB nominaux

En M\$, montants trimestriels non désaisonnalisés et non annualisés



Source : Calculs des auteurs

Ces résultats nous permettent de mesurer la variation des revenus des taxes et impôts pour chaque année. Afin d'isoler l'effet du deuxième confinement, nous avons choisi de comparer chaque scénario fondé sur un deuxième confinement seulement avec le scénario de base, qui ne comporte qu'un seul confinement. Il s'agit d'une mesure de prudence visant à comparer des comparables.

Dans un premier temps, nous analysons les scénarios fondés sur un deuxième confinement comprenant des mesures restrictives de longue durée, soit de six à huit semaines, comme ce qui a été observé lors du premier confinement. Les baisses de revenus autonomes de source fiscale pour 2020-2021 varient alors de 894 M\$ (réduction de 1,1 %) à 2,105 G\$ (réduction de 2,6 %), selon l'intensité des mesures de confinement.

Tableau 4

Revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement, scénarios avec 2 confinements identiques (1^{er} au T2-2020 et 2^e au T4-2020)

En M\$, années fiscales

	REVENUS AUTONOMES		
	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Scénario de base (un confinement)	87 831	80 403	90 189
Scénario 100 % – confinement identique	87 831	78 298	90 933
Scénario 75 % – confinement identique	87 831	78 697	90 792
Scénario 50 % – confinement identique	87 831	79 101	90 658
Scénario 25 % – confinement identique	87 831	79 509	90 537

Différence avec le scénario de base

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Scénario 100 % – confinement identique	0	-2 105	745
Scénario 75 % – confinement identique	0	-1 705	603
Scénario 50 % – confinement identique	0	-1 302	470
Scénario 25 % – confinement identique	0	-894	348

Sources : Ministère des Finances du Québec; calculs des auteurs

Dans les scénarios fondés sur un confinement de quatre semaines, les effets sont évidemment moins prononcés. Avec ses plus récentes fermetures d'entreprises non essentielles en zones dites « rouge », le gouvernement du Québec a choisi de cibler davantage ses interventions jusqu'à la fin octobre. Comme ces restrictions ont été reconduites jusqu'à la fin novembre, ces quatre scénarios sont, dans une certaine mesure, une estimation conservatrice de l'effet prévu sur les revenus des taxes et impôts.

Tableau 5

Revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement, scénarios avec un 2^e confinement de 4 semaines (1^{er} au T2-2020 et 2^e au T4-2020)

En M\$, années fiscales

	REVENUS AUTONOMES		
	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Scénario de base (un confinement)	87 831	80 403	90 189
Scénario 100 % – confinement 4 semaines	87 831	79 206	90 628
Scénario 75 % – confinement 4 semaines	87 831	79 384	90 574
Scénario 50 % – confinement 4 semaines	87 831	79 562	90 523
Scénario 25 % – confinement 4 semaines	87 831	79 741	90 476

Différence avec le scénario de base

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Scénario 100 % – confinement 4 semaines	0	-1 196	439
Scénario 75 % – confinement 4 semaines	0	-1 019	385
Scénario 50 % – confinement 4 semaines	0	-841	334
Scénario 25 % – confinement 4 semaines	0	-662	287

Sources : Ministère des Finances du Québec; calculs des auteurs

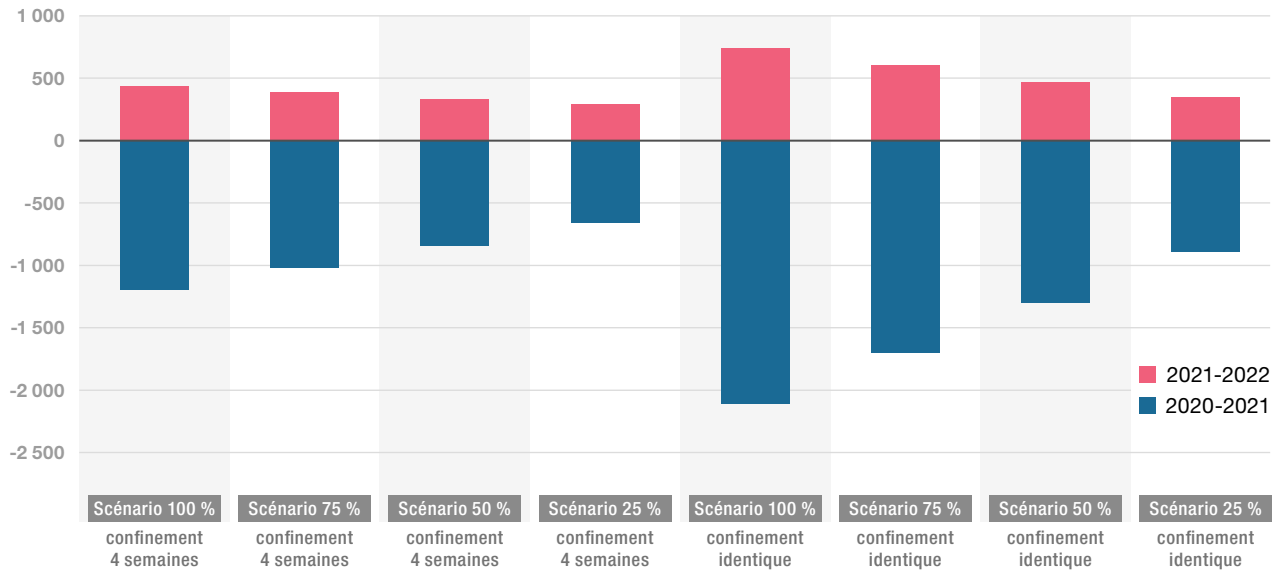
En général, l'intensité du confinement semble avoir moins d'effet sur les revenus des taxes et impôts que sa durée. Évidemment, l'écart est plus prononcé entre le confinement à 100 % et celui à 25 %, mais dans le confinement de 4 semaines, l'effet est relativement moins prononcé sur les revenus des taxes et impôts (de 662 M \$ à 1,196 G \$, soit une réduction de 0,8 % à 1,5 %).

Le graphique suivant illustre l'ensemble des résultats sur les revenus des taxes et impôts.

Graphique 2

Effet des scénarios de 2^e confinement sur les revenus autonomes par année, comparativement au scénario de base

En M\$, années fiscales



Source : calculs des auteurs

PARAMÈTRES EXTERNES NON-CONSIDÉRÉS DANS NOS SIMULATIONS

Paramètres qui influenceraient les résultats et réduiraient le manque à gagner

- Taux d'intérêt : Une baisse des taux, qui résulterait d'une croissance économique soutenue, gonflerait les recettes fiscales donc les revenus autonomes;
- Transferts fédéraux : Les montants transférés par le gouvernement fédéral pourraient varier en fonction de paramètres qui ne sont pas du ressort du gouvernement du Québec;
- Une augmentation significative des exportations québécoises;
- Une productivité accrue;
- Un marché de l'emploi qui s'adapte rapidement;
- Des changements dans les préférences des consommateurs, qui augmenteraient la part des biens consommés produits localement.

Paramètres qui influenceraient les résultats et augmenteraient le manque à gagner

- Une crise mondiale économique plus sévère;
- Restriction du commerce international en raison du protectionnisme;
- Démographie : La baisse de l'immigration permanente au Québec observée jusqu'à présent 2020, si elle se prolonge en 2021, pourrait affecter la croissance économique, donc les revenus autonomes de l'État;
- La rareté de la main-d'œuvre qui réduit les investissements dans certains secteurs;
- Une restriction de l'accès aux capitaux (taux d'intérêts à la hausse, ou baisse de la confiance des investisseurs);
- Une baisse permanente de la consommation des ménages.

Constats

Un constat général se dégage de cette analyse : le deuxième confinement a moins d'effets négatifs strictement sur les revenus de l'État. Les effets du premier confinement s'additionnent aux effets du deuxième, puisque les contraintes sanitaires sont toujours en vigueur. Bien sûr, des répercussions sont ressenties au 4^e trimestre, mais la reprise se manifeste dès que l'économie est déconfinée.

Le deuxième constat, c'est que cette reprise est fulgurante, nourrie par une consommation soutenue et le maintien du revenu disponible des ménages (entre autres grâce aux diverses aides gouvernementales). Plus le confinement est intense au 4^e trimestre, conjugué avec des mesures de soutien, plus la reprise est rapide au début de 2021. Il en est ainsi parce que le confinement retarde une consommation souhaitée, qui est ensuite réalisée en accéléré dans les premiers trimestres de 2021. Rappelons que davantage de fermetures d'entreprises pourraient avoir pour effet d'augmenter aussi le taux d'épargne des ménages (de façon moins prononcée puisque les mesures de soutien sont moins généreuses). La manière dont cette épargne sera utilisée et la vitesse à laquelle ce sera fait détermineront la trajectoire de la reprise.

Un troisième constat réside dans l'effet d'un deuxième confinement sur les revenus en impôts et taxes, qui demeure limité. Le choc du printemps dernier et le confinement ont déjà réduit les revenus de l'État. C'est donc sur une économie déjà en rémission que les scénarios de deuxième confinement ont été appliqués. Il semble que la réserve de 4 G\$ serait suffisante pour affronter un confinement limité en intensité et en durée en 2020. Toutefois les dépenses nécessaires pour soutenir l'économie risquent d'être assez importantes.

Finalement, la PCU, qui a été décriée par plusieurs, car elle aurait pu être mieux ajustée aux réels besoins, a néanmoins contribué à maintenir, avec d'autres mesures, le revenu disponible des ménages québécois. Dans nos scénarios, cet apport de revenus permet de maintenir la consommation dans les secteurs non confinés et cela permet d'entrevoir une reprise plus rapide et une possibilité pour l'État québécois de retrouver une partie des revenus en taxes et impôts perdus avec la crise.

ET SI LE 2^e CONFINEMENT ÉTAIT PIRE QUE PRÉVU ?

Nous avons également réalisé deux scénarios dans lesquels les impacts économiques du rationnement de la consommation sont plus longs et plus intenses que lors du 1^{er} confinement. L'objectif consiste surtout à quantifier, selon un ordre de grandeur, les impacts sur les revenus en taxes et impôts de l'État, lorsque les scénarios sont poussés à l'extrême.

Dans le premier scénario, nous avons présumé que le confinement à 100 % se prolongeait du 4^e trimestre de 2020 au 1^{er} trimestre de 2021. Les revenus en taxes et impôts demeurent les mêmes en 2020-2021, mais l'ajout d'un trimestre de confinement provoque une perte de revenus de taxes et impôts de 1,4 G\$ pour l'année 2021-2022. Ce scénario part donc d'hypothèses identiques sur le plan de la modélisation pour les 2^e et 4^e trimestres de 2020, et pour le 1^{er} trimestre de 2021.

Dans le deuxième scénario, le 4^e trimestre de 2020 et le 1^{er} trimestre de 2021 sont affectés par un rationnement qui touche toute la durée de ces périodes. Les pertes de revenus autonomes totalisent respectivement 2,6 G\$ et 0,8 G\$ pour les années fiscales 2020-2021 et 2021-2022. Ce scénario montre la borne inférieure que les revenus de taxes et impôts peuvent potentiellement atteindre.

La pandémie de COVID-19 a provoqué une onde de choc sur l'économie mondiale au printemps dernier. Les gouvernements n'ont eu d'autre choix que de fermer plusieurs secteurs de leurs économies respectives dans le but de contenir la progression du virus. Ces fermetures ont eu des impacts importants sur les revenus de taxes et d'impôts des États. Or, on sait maintenant que le deuxième confinement aura fort probablement aussi des impacts sur l'activité économique.

Le présent rapport a permis d'illustrer l'impact d'un deuxième confinement sur les revenus autonomes, excluant ceux des entreprises du gouvernement. En dépit des mesures importantes du gouvernement fédéral auprès des ménages et des entreprises, notre modèle a permis d'estimer que les impacts financiers d'un deuxième confinement pour l'État québécois se chiffraient entre 662 M\$ et 2,1 G\$ pour l'année en cours. Dans le meilleur scénario, le deuxième confinement serait quatre fois moins intense que le premier, et il ne durerait que quatre semaines. À l'autre extrême, il serait identique au premier, autant en intensité qu'en durée.

Ces impacts nous apparaissent réalistes : étant actuellement au cœur du deuxième confinement de COVID-19, nous pouvons constater que les restrictions semblent plus limitées et chirurgicales. Le désir de laisser des secteurs ouverts plus longtemps est également plus fort.

Le gouvernement québécois, lors de sa mise à jour économique et financière de juin dernier, s'est doté d'une réserve de 4 G\$ afin de pallier les risques économiques causés par la pandémie de COVID-19. Les estimations issues de ce rapport montrent que cette provision serait suffisante pour couvrir les pertes de revenus autonomes du gouvernement du Québec.

Mais, cette réserve n'est pas nécessairement suffisante pour couvrir les dépenses liées à la reprise, que nous ne pouvons estimer que de façon approximative à l'heure actuelle. Rappelons que plusieurs secteurs de l'activité économique seront totalement à reconstruire après la pandémie. Des industries seront changées de façon durable. Des commerces auront définitivement fermé leurs portes. Il est facile d'entrevoir que certains secteurs et les personnes y travaillant auront besoin de soutiens financiers soutenus pour plusieurs mois. Ce faisant, les finances publiques québécoises ne seront pas touchées uniquement à court terme.

Sur une note plus optimiste, le soutien vigoureux du gouvernement fédéral semble avoir une incidence positive sur les revenus du gouvernement du Québec. Les hauts niveaux d'épargne qu'il a engendrés permettront de maintenir un certain niveau de revenus au provincial, et de générer des revenus fiscaux et de taxation. L'utilisation de cette épargne influencera la reprise. Il s'agit en fait d'un transfert de la part des ménages qui permettra au gouvernement de revenir plus rapidement à l'équilibre en faisant moins de choix douloureux.

Cela dit, la crise de la COVID-19 est teintée d'incertitudes. Néanmoins, la bonne position financière du gouvernement du Québec lui a permis, et lui permet toujours de l'affronter avec de bons outils. Le déploiement efficace de ceux-ci sera le prochain grand chantier de la reprise.



ANNEXE A : MÉTHODOLOGIE

Nous présentons les divers hypothèses et paramètres qui ont été retenus dans le modèle pour scénariser les confinements. Les paramètres sont choisis à l'aide de ces outils de scénarisation.

Ménages – Soutien du revenu

- **Caractéristiques des mesures de soutien du revenu** : le modèle intègre les aides gouvernementales fédérales comme la Prestation canadienne d'urgence (PCU), la subvention salariale et l'assurance-emploi. Ces montants viennent augmenter le revenu des ménages, et ont donc un impact positif sur la consommation et les investissements résidentiels.
- **Période en vigueur des mesures de soutien du revenu** : le modèle intègre la durée des mesures d'aide. La PCU est en place jusqu'à la fin du 3^e trimestre de 2020 tandis que la subvention salariale est prolongée jusqu'au 3^e trimestre de 2021. Les périodes où elles sont en vigueur, leur incidence directe est observée sur l'activité économique du trimestre concerné.
- **Aides supplémentaires** : un montant forfaitaire a été introduit dans le modèle afin de compenser, d'une part, le fait que des crédits aux particuliers ont été bonifiés pendant la pandémie (comme l'Allocation canadienne pour enfants). D'une autre part, il compense le fait que des aides gouvernementales ont été versées pour des raisons non expliquées par la situation des ménages sur le marché du travail.

Ménages – Rationnement

- **Pourcentage de rationnement des catégories de consommation** : ce paramètre différencie les scénarios selon une perspective « d'intensité » du rationnement. Plus le rationnement est intense (les taux variant de 25 à 100 % du 1^{er} confinement), plus les pourcentages de rationnement dans chacune des 96 catégories de consommation sont élevés. Ce paramètre a une incidence directe sur la consommation finale des ménages.
- **Périodes de rationnement effectif** : Ce paramètre indique la durée de rationnement pour chacun des trimestres rationnés, et ce, pour chacune des catégories de consommation et pour chaque scénario étudié. Deux types de scénarios sont réalisés : un deuxième confinement à l'automne qui a la même durée que le premier confinement, et un deuxième confinement qui dure pendant quatre semaines dans l'ensemble des catégories de consommation.
- **Utilisation de l'épargne forcée** : à partir du 2^e trimestre de 2020, l'épargne forcée est réduit de 2 points de pourcentage à chacun des trimestres jusqu'à la fin de 2021, et ce, dans l'ensemble des scénarios étudiés. Ce paramètre ne différencie donc pas les scénarios étudiés.

Partenaires commerciaux

- **Pourcentage de rationnement des catégories de consommation** : pour simplifier l'analyse, les exportations internationales et interprovinciales sont rationnées à un taux fixe seulement aux 1^{er} et 2^e trimestres de 2020. Ces pourcentages de rationnement sont déterminés à l'aide des tableaux des ressources et emplois de Statistique Canada. Il importe de mentionner que les montants épargnés ne sont pas accumulés dans l'épargne forcée
- **Périodes de rationnement effectif** : De la même façon, les exportations internationales et interprovinciales sont rationnées uniquement pendant les 1^{er} et 2^e trimestres de 2020 pour simplifier l'analyse.
- **Taux de croissance des PIB des principaux partenaires commerciaux** : Les variations prévues du PIB nominal de l'Ontario, de l'Alberta et des États-Unis sont introduites dans le modèle puisqu'ils ont une incidence sur le PIB du Québec.

Principaux éléments de contexte

- **Taux de change (USD/CAD)** : cet intrant dans le modèle permet de capter l'impact de la variation prévue du taux de change (par rapport à la tendance historique) sur l'activité économique du Québec.
- **Prix du pétrole** : la variation prévue en dollars américains du prix du Brent par rapport à la tendance historique permet de capter une partie de l'impact sur le PIB du Québec.
- **Taux d'activité** : La variation du taux d'activité par rapport à la moyenne historique permet de capter l'ajustement du marché du travail en réaction à la pandémie. Tout particulièrement, les aides gouvernementales (qui agissent comme intrants dans le modèle) viennent soutenir les travailleurs touchés par la pandémie dans le cadre de la modélisation. Des hypothèses sur le taux d'activité permettent d'en tenir compte.

Le tableau suivant résume ces paramètres.

Tableau 6

Outils de scénarisation permettant la réalisation d'hypothèses

CATÉGORIES	COMPOSANTES	DESCRIPTION
Ménages – Soutien du revenu	Caractéristiques des mesures de soutien du revenu	Montant annualisé des mesures mises en place par le gouvernement fédéral pour soutenir le revenu des ménages
	Période en vigueur des mesures de soutien du revenu	Pourcentage des périodes couvertes par les mesures gouvernementales
	Aides supplémentaires	Montant annualisé de mesures de soutien du revenu additionnelles proposées par les gouvernements
Ménages – Rationnement	Pourcentage de rationnement des catégories de consommation	Pourcentage de rationnements parmi 96 catégories de consommation détaillées
	Périodes de rationnement effectif	Pourcentage du trimestre concerné par les rationnements
	Utilisation de l'épargne forcée	Pourcentage des montants épargnés utilisé durant les périodes subséquentes
Partenaires commerciaux	Pourcentage de rationnement des catégories d'exportation	Pourcentage de rationnement des exportations/importations interprovinciales/internationales
	Périodes de rationnement effectif	Pourcentage du trimestre concerné par les rationnements
	Taux de croissance des PIB des principaux partenaires commerciaux	Variations dans le taux de croissance du PIB nominal de l'Ontario, l'Alberta et des États-Unis
Principaux éléments de contexte	Taux de change (USD/CAD)	Variations en centièmes du taux de change
	Prix du pétrole	Variations, en dollars US, du prix du baril de Brent
	Taux d'activité	Variations par rapport au taux qui prévalait avant la pandémie

Sources : DAMÉCO; adaptation des auteurs

ANNEXE B : PRÉVISIONS DU PIB NOMINAL DU QUÉBEC

Le tableau suivant illustre les diverses prévisions du secteur privé et ceux du ministère des Finances du Québec.

Tableau 7

Prévisions du PIB nominal du Québec

Croissance d'une année à l'autre, en %, années civiles

	2020	2021	Date de la mise à jour
Banque Nationale	-4,1	6,6	Octobre 2020
Banque Royale	-3,4	6,3	10 septembre 2020
Banque Scotia	-4,1	6,5	14 octobre 2020
Banque TD	-4,5	6,2	17 septembre 2020
CIBC	-3,7	6,0	25 septembre 2020
Desjardins	-4,8	6,3	22 octobre 2020
Le Conference Board du Canada	-4,5	7,3	13 août 2020
Ministère des Finances du Québec	-4,0	7,1	19 juin 2020

Sources : Prévisions recensées par l'IDQ auprès des institutions mentionnées

ANNEXE C :

RÉSULTATS DU SCÉNARIO DE BASE

Les résultats obtenus avec notre modèle pour le scénario de base (un confinement seulement) ressemblent beaucoup aux comptes économiques de l'ISQ pour le 2^e trimestre de 2020. Pour les deux derniers trimestres de 2020, toutefois, nous obtenons un niveau plus bas que celui prévu par le MFQ. Pour l'année 2021, comme la plupart des prévisionnistes, nous prévoyons une forte reprise, nourrie par un rebond important dans la consommation des ménages (voir les deux tableaux suivants). À titre indicatif, les prévisions les plus récentes du Conference Board du Canada sont également indiquées dans les deux tableaux.

Tableau 8

PIB nominaux réalisés et prévus

En G\$, montants trimestriels non désaisonnalisés et non annualisés

	2020				2021			
	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4
Ministère des Finances du Québec	440,5				471,7			
Institut de la statistique du Québec (réalisé)	110,0	98,6						
Scénario de base (un confinement)	109,3	98,7	108,3	113,1	117,8	118,1	118,6	119,2
Le Conference Board du Canada (prévisions du 13 août 2020)	117,6	104,7	109,1	111,2	114,1	117,5	120,5	122,7

Sources : Institut de la statistique du Québec; Le Conference Board du Canada; Ministère des Finances du Québec; calculs des auteurs

Tableau 9

Croissance prévue du PIB nominal

En %, d'une année à l'autre, années civiles

	2020	2021
Ministère des Finances du Québec	-4,0 %	7,1 %
Scénario de base (un confinement)	-6,4 %	10,6 %
Le Conference Board du Canada (prévisions du 13 août 2020)	-4,5 %	7,3 %

Sources : Le Conference Board du Canada; Ministère des Finances du Québec; calculs des auteurs

Ces taux de croissance servent à calculer l'impact sur les revenus des taxes et impôts de l'État. Pour ce faire, nous soustrayons le taux de croissance prévu dans le portrait de la situation économique et financière de juin (-4,0 %) de celui de notre scénario de base (-6,4 %), ce qui représente 2,4 points en absolu. Comme indiqué au 3^e chapitre de ce rapport, chaque point de variation du PIB nominal représente 800 M\$ de revenus fiscaux. Ce faisant, nous obtenons un montant de 1,92 G\$, qui représente la perte additionnelle de revenus que le gouvernement aura subie (par rapport à ses prévisions) en raison du 1^{er} confinement pour l'année fiscale 2020-2021.

Ensuite, afin de mesurer l'effet sur l'année fiscale 2021-2022, il faut comparer le niveau du PIB nominal prévu dans le budget de mars dernier¹¹ avec celui prévu dans le modèle pour l'année 2021, et calculer les différences de taux de croissance.

En mars, le ministère des Finances prévoyait une croissance de 7,63 % du PIB nominal pour les années 2020-2021 et 2021-2022. Notre scénario de base affiche une croissance de seulement 3,19 % pour la même période, soit une différence de 4,44 points de pourcentage. L'impact sur les revenus autonomes est de 3,6 G\$ par rapport à mars 2020 pour l'année fiscale 2021-2022.

Comme le montre le tableau qui suit, notre scénario de base prévoit une baisse des revenus autonomes provoquée par un premier confinement plus importante que celle des prévisions du ministère des Finances.

Tableau 10

Revenus autonomes excluant ceux des entreprises du gouvernement

En M\$, années fiscales

	2019-2020	2020-2021	2021-2022
Ministère des Finances du Québec	87 831	82 338	93 744
Scénario de base (un confinement)	87 831	80 403	90 189
Différence	0	1 935	3 555

Sources : Ministère des Finances du Québec; calculs des auteurs

¹¹ La raison pour laquelle nous utilisons le PIB nominal prévu pour 2021 lors du Budget de mars dernier pour déterminer la différence de revenus autonomes avec notre modèle de base est la suivante : le portrait de la situation économique et financière de juin 2020 du MFQ ne comportait pas de prévisions pour les revenus autonomes excluant ceux des entreprises de l'État pour l'année fiscale 2021-2022.



ANNEXE D : BIBLIOGRAPHIE

DAMÉCO, Documentation technique : *HERCULE_COVID-19 : Intégration dans le modèle Hercule d'une modélisation des chocs induits par la gestion de la COVID-19 de la part des gouvernements*, 29 juillet 2020.

Gouvernement du Québec, *Pandémie de la COVID-19 – Québec soutient l'achat local avec le projet Le Panier bleu*, Fil d'information, 5 avril 2020.

Institut de la statistique du Québec, *Comptes économiques du Québec : 2^e trimestre 2020*, Gouvernement du Québec, 23 septembre 2020.

Ministère des Finances du Québec, *Budget 2020-2021 : Marges de prudence, analyse de sensibilité et principaux risques à la situation financière du Québec*, Gouvernement du Québec, 10 mars 2020.

Ministère des Finances du Québec, *Budget 2020-2021 : Plan budgétaire*, Gouvernement du Québec, 10 mars 2020.

Ministère des Finances du Québec, *Portrait de la situation économique et financière – 2020-2021*, Gouvernement du Québec, juin 2020.

Ministère des Finances du Québec, *Rapport mensuel des opérations financières au 30 juin 2020*, Gouvernement du Québec, 25 septembre 2020.